MED MSMEs
Policies for inclusive growth
THIS PROGRAMME IS FUNDED BY THE EUROPEAN UNION

SOUTIEN À UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE AUX ENTREPRISES POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TPME ET L'INCLUSION FINANCIÈRE

DES POLITIQUES À L'IMPACT

Lettre d'information trimestrielle du programme MED MSMEs | avril 2021

PARTENARIAT EUROMED : UN NOUVEAU CHAPITRE S'OUVRE

Le partenariat entre l'Union européenne et les pays du voisinage Sud a été renouvelé le 9 février 2021. Vingt-cinq ans après la déclaration de Barcelone, ce partenariat est renforcé par l'élaboration d'un nouvel agenda visant à apporter une réponse coordonnée aux défis communs aux deux rives de la Méditerranée.

Ce nouvel agenda a pour objectif d'améliorer la qualité de vie des citoyens de la région et de faire en sorte que la reprise économique qui suivra la pandémie de Covid-19 soit suffisamment inclusive pour ne laisser personne au bord du chemin. Le soutien au secteur privé - et aux PME en particulier - jouera un rôle fondamental dans le déploiement de cet agenda qui s'articule notamment autour des transitions verte et numérique.

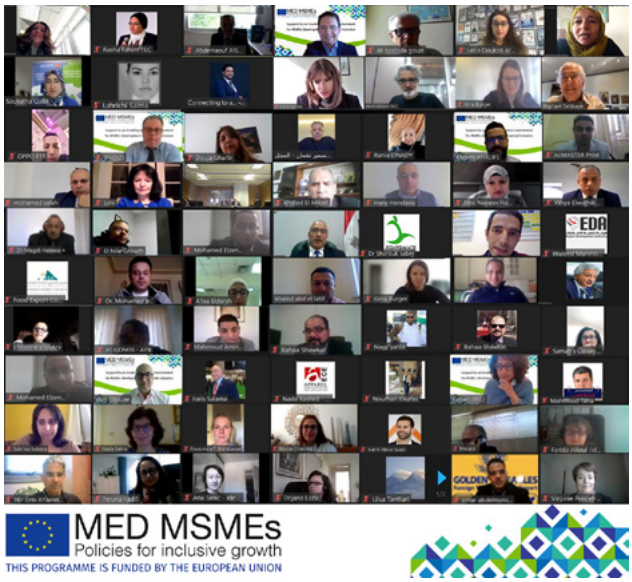
L'Agenda 2020-2027 se concentre sur cinq domaines d'action :

- le développement humain, la bonne gouvernance et l'État de droit ;
- la résilience, la prospérité et la transition numérique ;
- la paix et la sécurité
- la migration et la mobilité ;
- la transition verte.

Son cadre est doté de ressources qui s'appuient sur la boîte à outils de l'UE et sur les opportunités générées par la double transition verte et numérique dans la région EuroMed.

Pour l'année 2021, le Programme Med MSMEs a conçu un plan de travail en parfaite adéquation avec le pilier « développement économique » de ce nouvel Agenda. L'accent y est mis sur la promotion de la digitalisation des TPME exportatrices, sur les bénéfices attendus de la transformation des chaînes de valeur, ainsi que sur l'émergence de nouveaux outils de financement alternatif, plus impactant au niveau des TPME, et contribuant mieux à la prospérité des populations du Voisinage Sud.

Christophe MALHERBE
Chef d'équipe



L'Agenda est disponible ici

AU SOMMAIRE DE CETTE ÉDITION

- Partenariat EuroMed : un nouveau chapitre s'ouvre
- Exportation et internationalisation des PME : objectif digitalisation pour 2021
- Financement des TPME : des solutions alternatives pour une meilleure inclusion
- Un soutien sans faille au dialogue sur les politiques d'appui
- Saisir les opportunités générées par les nouvelles stratégies européennes
- Enquête : la finance alternative peut-elle aider à relever les défis ?
- À propos du *Policy Lab* de The Next Society/INSME

EXPORTATIONS ET INTERNATIONALISATION DES PME : UN OBJECTIF NUMÉRIQUE POUR 2021

L'étude comparative de 2020 sur les « Politiques de soutien au développement des exportations des TPME » a mis en évidence le grand intérêt des pays partenaires pour **la numérisation comme levier pour les exportations des TPME et l'intégration de ces dernières dans les chaînes de valeur mondiales**, témoins de la transformation de l'ère post-Covid.

Fort de ce constat, le Programme Med MSMEs a développé des actions de soutien dans ces domaines, actions qui seront déployées en 2021. Il s'agit notamment de **webinaires de sensibilisation et de renforcement des capacités** des agences chargées de la promotion des exportations des PME, notamment dans le domaine des politiques et des services numériques facilitant l'accès des TPME aux marchés internationaux.

En partenariat avec le Réseau international pour les PME (INSME), membre du programme régional de l'UE «The Next Society», le programme Med MSMEs a organisé un webinaire sur la manière avec laquelle **la numérisation des procédures du commerce international peut contribuer au développement des exportations et de l'innovation des PME**.

Ce webinaire fut l'occasion de partager l'expérience réussie de PortNet (Maroc) avec les huit pays partenaires ciblés par le programme.

En outre, les coordinateurs nationaux du Small Business Act (SBA) et les membres des groupes de travail seront informés des nouvelles politiques de l'UE en matière de transition industrielle et écologique, et seront invités à participer à un voyage d'étude sur un projet d'économie circulaire prévu pour fin 2021 (date à confirmer en fonction de la situation de la pandémie Covid-19).

FINANCEMENT DES TPME : SOLUTIONS ALTERNATIVES POUR UNE MEILLEURE INCLUSION

En matière d'accès au financement, les activités prévues au plan de travail 2021 ont été conçues sur la base des études comparatives conduites en 2020 et l'identification des priorités nationales. Elles visent à **soutenir l'accès au financement des TPME notamment par le biais d'outils et d'instruments de financement alternatifs et innovants**.

À l'instar de ce qui se produit dans le secteur du commerce, la digitalisation est un puissant moteur de transformation de l'offre et de la demande de financement, ainsi que des services d'intermédiation. L'accès simplifié au financement alternatif, par le biais de plateformes et de la fintech, notamment, favorise l'émergence de services financiers plus compétitifs car désintermédiés, services qui seront plus accessibles au « maillon intermédiaire » et au « chainon manquant ».

Dans ce contexte, le Programme Med MSMEs identifiera et diffusera les bonnes pratiques en matière de politiques d'appui visant à **augmenter l'impact des institutions de microfinance** (IMF) et cela par le biais d'une cartographie des expériences réussies dans l'UE et le Voisinage Sud.

Le programme s'attachera également à **améliorer les conditions l'accès des IMFs à des refinancements compétitifs**, condition préalable à l'émergence d'institutions financières alternatives solides et efficaces. En outre, **le Programme Med MSMEs sensibilisera à la directive européenne sur les services de paiement** (PSD2) dont les principes, s'ils étaient mis en œuvre, pourraient favoriser le développement de secteurs nationaux « fintech » capitalisant sur les jeunes talents des Pays Partenaires.

La mise en œuvre sera étroitement coordonnée au niveau national avec les coordinateurs du Small Business Act (SBAC) ainsi que les groupes de travail.

UN SOUTIEN SANS FAILLE AU DIALOGUE SUR LES POLITIQUES D'APPUI

Pas moins de 16 groupes de travail ont été organisés au cours des 12 derniers mois pour discuter des perspectives de chaque pays et proposer des recommandations élaborées par les experts régionaux dans les domaines de l'exportation des PME et de l'accès des TPME au financement. Ces évènements (dont deux ont pu être organisés en présentiel) ont rassemblé plus de 300 représentants des ministères, des organismes régulateurs, des structures d'appui et du secteur privé.

Concernant les exportations des TPME, les principaux résultats discutés avaient trait à :

1. L'insuffisance des données statistiques sur les exportations des PME et leur intégration dans les chaînes de valeur,
2. La nécessité de simplifier les procédures d'importation/exportation,
3. La nécessité de renforcer les services d'appui à l'exportation pour les TPME, au niveau national et international,
4. La nécessité de coordination entre les institutions et les programmes en charge du développement des exportations des TPME,
5. Le développement de nouvelles compétences pour les administrations et pour les entreprises privées dans le domaine du commerce international et de la numérisation.

Regarder la vidéo (Facebook)

Concernant l'accès au financement :

1. L'insuffisance du dialogue public-privé pour améliorer l'accès des TPME au financement (A2F),
2. La forte demande de financement, demande qui constitue un moteur important du développement de la finance alternative,
3. Les obstacles à l'accès au financement pour les femmes entrepreneures,
4. Les taux de pénétration des services fintech dans les pays partenaires sont contrastés ,
5. Les difficultés rencontrées en matière d'intermédiation des financements alternatifs.
6. Le développement des plateformes de financement en ligne et leur soutenabilité dans le temps.

Le dialogue qui a suivi ses réunions de travail a permis d'identifier avec les parties prenantes les activités du Plan de Travail 2021.

CAPITALISER SUR LES NOUVELLES STRATÉGIES EUROPÉENNES EN LES INTÉGRANT DANS LES POLITIQUES NATIONALES

En matière de politiques d'appui, **le Programme Med MSMEs se concentrera en 2021 sur la transition digitale et écologique**, les conséquences de la pandémie Covid-19 ayant accéléré la simplification et la dématérialisation de certaines procédures commerciales et de paiement des PME. En ce qui concerne les PME exportatrices spécifiquement, les « Perspectives de l'OCDE pour les PME et l'entrepreneuriat 2019 » confirment que :
« La digitalisation peut aider les PME à intégrer les marchés internationaux et les chaînes de valeur mondiales (CVM). La numérisation a créé des mécanismes efficaces pour réduire les désavantages de taille dans le commerce international, par exemple en réduisant les coûts liés au transport et aux opérations aux frontières. En outre, la fragmentation de la production à l'échelle mondiale a offert aux petites entreprises une marge de manœuvre importante pour être compétitives sur des segments spécialisés des chaînes de valeur mondiales. C'est aussi une opportunité pour développer les activités export en capitalisant sur la croissance plus robuste des marchés émergents ».

Au sujet de la transition verte, les États membres de l'UE se sont engagés à mettre en œuvre le « Green deal » (Le Pacte Vert) lequel prévoit la décarbonisation du secteur énergétique (la transition de l'économie brune à l'économie verte), une meilleure maîtrise de la consommation et une utilisation plus efficace des ressources disponibles grâce à un recours accru à l'économie circulaire.

Au sujet des PME, les priorités des politiques européennes dans le cadre de la transition verte sont de deux ordres :

1. **Aider les PME à devenir plus vertes et plus respectueuses de l'environnement et**
2. **encourager les PME à participer à cette nouvelle économie.**

Les objectifs du Pacte Vert ont également été intégrés dans la nouvelle stratégie industrielle de l'UE. En effet, l'un des principes de cette stratégie est celui d'une industrie qui ouvre la voie à la neutralité climatique. Par conséquent, pour devenir plus compétitive tout en devenant plus verte, l'industrie de l'UE devra tendre vers un approvisionnement en énergie plus propres et en matières premières issues de l'économie circulaire. Tous ces développements auront un impact sur le contexte économique de la région du Voisinage Sud, tant en termes d'investissement que de commerce. C'est pourquoi, il est important que les décideurs politiques et le monde économique puissent s'organiser et se positionner par rapport à ces nouvelles tendances qui ouvrent la voie à de nouvelles coopérations.

ENQUÊTE : LA FINANCE ALTERNATIVE PEUT-ELLE AIDER À RELEVER LES DÉFIS ?

Malgré les efforts considérables déployés au cours des dernières décennies, la toute dernière enquête d'EBSOMED « MEDA Advocacy Survey 2021 - Évaluation par la communauté des affaires» souligne que **l'accès au financement reste l'une des principales limites au développement des TPME**.

Sur les **56 000 répondants** (dont 72% sont des PME), 98% considèrent l'accès au financement comme un obstacle majeur à la croissance, tandis que 90% considèrent également le « manque de soutien ciblé aux TPME et à la digitalisation » comme un frein. Les investissements Nord-Sud sont également impactés : 91% des personnes interrogées considèrent en effet que l'accès au financement est un véritable obstacle à « l'augmentation des investissements européens en Méditerranée ».

L'enquête a aussi permis de montrer que 97% des PME sont en demande d'un accès à des financements traditionnels non bancaires (financement alternatif), 96% affirment que la digitalisation peut effectivement favoriser la croissance des investissements.

En conclusion de cette enquête, il apparait que les outils de financement alternatifs devraient être davantage soutenus car ils permettent une meilleure inclusion des TPME qui ont des difficultés à répondre aux exigences traditionnelles. Dans cette optique, le programme Med MSMEs vise à contribuer à l'émergence de tels outils, d'une part en étudiant la possibilité de créer un fonds régional de contre-garantie et d'autre part en sensibilisant à la Directive des Services de Paiement 2, laquelle peut ouvrir la voie à la révolution « Banking 4.0 ».

Accéder à l'enquête complète

THE NEXT SOCIETY/INSME POLICY LAB: Dématérialisation des procédures du commerce extérieur : PortNet SA, une colonne vertébrale de l'internationalisation et de l'innovation.

Le 27 avril 2021, en partenariat avec The Next Society et l'INSME, un Policy Lab a été organisé sur **la dématérialisation des procédures du commerce extérieur comme moyen de soutenir les exportations et l'innovation des PME**. L'événement en ligne s'est concentré sur le cas de PortNet SA (Maroc) et a réunis plus de 70 participants avec la contribution notable du Ministère du commerce extérieur, du PDG de PortNet et des usagers ainsi que de nombreux spécialistes du secteur. Les discussions ont porté sur les facteurs clés de succès du projet et l'impact du hub virtuel sur la compétitivité nationale.

En effet, l'expérience réussie de PortNet illustre bien la vision du programme MED MSMEs qui est de promouvoir les pratiques permettant de « transformer des politiques en impact ». PortNet débute en 2008 comme un projet inscrit au Plan national de facilitation des procédures du commerce extérieur. Aujourd'hui, le hub virtuel dessert près de 48 000 utilisateurs et fait la coordination entre 10 administrations, 11 ports, 20 banques. Il représente 70% des chaînes d'approvisionnement au Maroc. PortNet est le fruit d'une vision, de politiques, de réformes réglementaires et d'une structure de gouvernance qui ont été alignées autour d'un projet pilote lancé avec le Port de Casa. Après avoir dupliqué ce modèle avec succès dans 10 autres ports du pays, le Maroc a gagné 42 rangs dans le classement « Doing Business » 2020 en matière de commerce transfrontalier (re. 2017).

En 2012, le projet a été transformé en une **société anonyme entièrement orientée vers ses clients** et réunissant toutes les parties prenantes concernées, soit en tant qu'actionnaires (PPP), soit en tant que membres du conseil d'administration à l'instar des opérateurs et des banques. Toutes les parties prenantes s'accordent sur des plans d'actions annuels mis en œuvre par PortNet, dont la mission est d'accompagner également la conduite du changement. Les services proposés sont continuellement mis à niveau, un processus qui repose sur l'innovation interne et la mobilisation de nouvelles technologies (par exemple, les blockchains).

Le projet a été soutenu par l'UE à travers le **Programme d'Appui à la Croissance et à la Compétitivité du Maroc** (2016-2022). Du point de vue de l'intégration des pays du Sud de la Méditerranée, le défi à venir reste l'interopérabilité des systèmes qui pourrait être facilitée par de nouveaux échanges de pratiques.

Regarder la vidéo

MED MSMEs
Policies for inclusive growth
THIS PROGRAMME IS FUNDED BY THE EUROPEAN UNION

GOPA
WORLDWIDE CONSULTANTS

Le contenu de cette Newsletter ne reflète pas l'opinion officielle de l'Union européenne. La responsabilité des informations et des opinions exprimées dans le présent rapport incombe entièrement aux auteurs. Ni les institutions ni les organes de l'Union européenne, ni aucune personne agissant en leur nom, ne peuvent être tenus pour responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations qu'ils contiennent.